



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2026- 0010 du 12 JAN. 2026

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société BSN MEDICAL – Vibray
Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99/0351 du 27 janvier 1999 modifié autorisant la société BSN Medical à exploiter sur le territoire de la commune de Vibraye, dans son établissement sis rue du Millénaire, des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-2949 du 10 mai 2010 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°99/0351 du 27 janvier 1999 et notamment ses articles 14 et 19 (modifiant respectivement l'article 5.3 et ajoutant un article 8bis2.1 à l'arrêté préfectoral du 27/01/199) qui disposent :

« Article 5.3.1 – Dichlorométhane

Le dichlorométhane est utilisé et les rejets canalisés sont émis dans les conditions suivantes :

<i>Production</i>	<i>solvant</i>	<i>Traitement et récupération</i>	<i>Concentration (mg/m3)</i>
<i>bandes plâtrées</i>	<i>dichlorométhane</i>	<i>absorption sur charbon actif</i>	<i>20</i>

[...]

Article 8 bis 2.1 - Auto surveillance des émissions atmosphériques

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures.

[...] »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 9 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- dépassements réguliers pouvant atteindre plus de deux fois la valeur limite d'émission en dichlorométhane depuis le mois de mai 2025 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5.3.1 et 8 bis 2.1 de l'arrêté préfectoral n°99/0351 du 27 janvier 1999 modifié susvisé ;

Considérant que bien que l'exploitant ait mis en place des actions correctives, les résultats ne sont toujours pas conformes ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BSN MEDICAL de respecter les prescriptions des articles 5.3.1 et 8 bis 2.1 de l'arrêté préfectoral n°99/0351 du 27 janvier 1999 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 22 décembre 2025 reçu le 29 décembre 2025, et que celui-ci a émis des observations par courrier en date du 8 janvier 2025 ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 - La société BSN Medical, exploitant un établissement de fabrication de bandes plâtrées, adhésives et élastiques sur la commune de Vibraye, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles 5.3.1 et 8 bis 2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1999 sus-cité, selon les délais suivants à compter de la notification de l'arrêté:

- respecter la valeur limite de 20 mg/m³ en dichlorométhane (avec une tolérance inférieure à 10% des résultats journaliers) sous 3 mois en transmettant les éléments suivants :
 - décrire précisément la chaîne de mesure et justifier de la fiabilité et répétabilité des mesures sous 1 mois ;
 - transmettre le plan d'actions mis en place sous 1 mois ;
 - transmettre mensuellement l'autosurveillance des rejets atmosphériques en dichlorométhane.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de Mamers, le maire de Vibraye, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Sarthe,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Christine TORRES